

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 21 JUILLET, 1870.

L'ANNEXION.

Le "Herald" de Montréal a publié, il y a quelques jours, une lettre de la plus haute importance et qui a fait le tour de la presse. Ce document politique est tout à la fois une surprise et une flagellation : c'était plus que suffisant pour attirer, absorber l'attention publique. La lettre du pseudonyme "Anglo-Canadien," est de l'Hon. M. Holton, et contient une condamnation assez modérée dans la forme, mais très-énergique au fond, de la conduite des libéraux du Bas-Canada pour la part qu'ils ont prise dans le mouvement mort-né de l'indépendance et de l'annexion.

Voici cette lettre, dont la traduction est empruntée à "La Minerve."

"AU RÉDACTEUR DU "HERALD."

"Monsieur,

"On peut douter si les personnes qui ont assumé la grande responsabilité de défendre publiquement la thèse de l'indépendance, et dire que c'est une mesure facile et désirable, se sont formés une idée juste de la grandeur de la révolution qu'ils nous invitent à considérer, ou de la nature des difficultés qui se dressent devant l'accomplissement de cet événement. Leur thèse comprend le démembrement d'un grand empire, qui n'a jamais eu plus de puissance physique, plus d'influence morale, et conséquemment n'a jamais été si bien qualifié pour faire face à toutes les exigences de sa position au premier rang des puissances de la terre, que dans les circonstances présentes. Elle implique de plus un changement de souveraineté, sur une étendue de trois millions de carrés, un changement d'allégeance par un peuple jouissant pleinement d'institutions libres, sous lesquelles il est parvenu à un degré de prospérité matérielle à envier. C'est une révolution—une révolution directe, violente et qui va loin. Est-ce que les causes ordinaires des révolutions existent dans ce cas-ci ? Si elles n'existent pas, sur quel principe de raison droite, ou de saine morale, doit-on appuyer le mouvement, et quel espoir a-t-on de le voir soutenu par la majorité ou par toute portion considérable de notre peuple ?"

"Si l'Angleterre cherchait à nous dépouiller de nos droits politiques, ou que tombée du haut de sa grandeur, elle fut incapable, ou ne voulut pas remplir son devoir comme chef de la vaste confédération des Etats composant l'Empire Britannique, ou si d'après des circonstances au-dessus de son contrôle et du nôtre, l'union si avantageuse pour nous, devenait trop pesante, diminuait nos ressources et retardait nos progrès, alors il y aurait raison de chercher à briser le lien qui nous unit à elle. Mais tant que ces motifs de séparation n'existeront pas et ne paraîtront pas exister dans l'avenir, tout effort pour changer le sentiment bien établi de la population de ce pays en faveur de l'union avec l'Angleterre, sera démontré inutile, et ne servira qu'à couvrir les auteurs de cette démarche d'humiliation et de désappointement."

"Mais on dira peut-être, comme on l'a dit, que l'Angleterre a manqué et qu'elle manque encore aujourd'hui à son devoir à notre égard par sa conduite envers les féniens, par le retrait de ses troupes du Canada, en vertu d'une politique qu'elle a adoptée sciemment vis-à-vis de toutes les colonies douées d'un gouvernement responsable. Relativement à l'invasion féniennne, nous avons montré que nous pouvons régler nous-mêmes cette affaire avec succès, et l'effet moral de ce qui est maintenant un fait établi, peut être regardé comme une compensation partielle, sinon ample pour les dépenses occasionnées par les incursions d'hommes sans foi et sans loi. Admettant librement, comme il est allégué souvent, que le féniennisme est une difficulté du ressort de l'Angleterre, et non spécifiquement du Canada, mais admettant aussi que le Canada désire rester une portion de l'Empire Britannique, peut-on prétendre qu'il a été appelé à remplir une partie injuste de la tâche de maintenir et de défendre l'intégrité de l'Empire ? Nous possédons tous les droits d'un gouvernement local responsable d'une manière si complète que le gouvernement Impérial ne peut influencer la moindre nomination, ni empêcher la destitution du moindre officier du Canada."

"La liberté, pour être de quelque valeur, doit reposer sur la confiance de soi-même. C'est être puérile que de vanter aujourd'hui notre virilité, et d'invoquer demain les privilèges de l'enfance, et nous montrons justement que nous sommes des enfants quand nous nous plaignons du retrait des troupes, en temps de paix. Dans le cas d'une guerre étrangère, on doit présumer que toute la force de l'Empire se concentrera sur l'endroit du danger. Quand cette confiance nous fera défaut, nous aurons de justes raisons de nous plaindre, mais nous devons jusqu'au bout faire taire toute réclamation."

"Il n'y a aucune raison de supposer que l'Angleterre refuserait la demande d'indépendance, si elle était faite par la majorité du peuple de ces provinces. Au contraire la conduite uniforme de ses hommes d'Etat depuis un quart de siècle, témoigne hautement qu'elle serait accordée librement. La principale difficulté, est donc pour les défenseurs de l'indépendance immédiate, d'obtenir les suffrages de la majorité de leur propre pays. Cette difficulté dans l'état actuel des choses, ils la trouveront insurmontable. Ils ont mal compris la grandeur du sentiment britannique, et la force d'attachement au nom anglais qui domine dans tout le pays. Même si les conditions du problème devaient être changées par des causes encore inconnues, ou par des événements qu'on ne présume pas, leur mouvement ne serait qu'une méprise, et les hommes publics ne se permettent pas de se tromper impunément quand il s'agit d'une question si importante que celle d'une nationalité."

"Que l'indépendance vienne à la fin, peu de gens sont prêts à le nier ; mais cette époque est très éloignée, à moins qu'elle ne soit rapprochée par des événements que tous déplorent. En attendant, nous devons employer toutes nos forces pour nous servir des avantages que nous offre notre position, et aider notre pays à marcher vers ses hautes destinées."

Pour bien comprendre toute la portée du coup que cette lettre est destinée à frapper, il faut connaître quelques faits antérieurs. A peu près dans le temps où M. Holton lançait son écrit, paraissait dans le "Herald" de New-York une correspondance de Montréal mettant au jour les fils

de tout un mouvement, ou mieux de toute une conspiration dont le but est d'assurer l'annexion du Canada aux Etats-Unis. Nous voudrions avoir le temps et l'espace d'analyser un peu longuement la production du "New-York Herald ;" à côté d'exagérations incontestables, il y a quelques traits qui portent, sur le compte de certains organisateurs. Mais là n'est pas notre dessein. Nous désirons tout simplement constater un mouvement et son triste avortement.

C'est en Juin 1869 qu'a commencé l'agitation de la question de l'indépendance pour se fondre ou s'éteindre l'hiver dernier dans la ligue annexioniste, qui a pour chefs M. M. Huntington, Laflamme, Wilfrid Dorion et autres. La Ligue, toujours au dire du "Herald" de New-York, repose sur des bases assez solides et a en son pouvoir tous les moyens nécessaires pour obtenir le succès—à moins que la mission de M. Campbell en Angleterre tourne favorablement.

Ce correspondant Montréalais à l'air fort bien renseigné et donne des détails sur tout : les moyens de propagande ouverte et secrète, les fonds de la Ligue, ses chefs, les causes du mouvement, le partage des dépouilles, rien n'est omis, pas même le lieu où s'assemblent les conjurés ou *Ligueurs*. Nous croyons, comme tout le monde, à un mouvement, à une organisation annexioniste ; mais nous ne pouvons croire à l'exactitude de tous les renseignements fournis.

Il y a, sur les quelques libéraux qui font partie de l'association, des appréciations sévères et de nature à les ruiner complètement dans l'esprit public ; on leur donne pour motif la haine du clergé et l'espoir de voir se perdre à jamais l'influence de ce corps dans le gouffre de l'annexion. Quand l'historien du mouvement parle de la moralité politique de ces chefs, il est encore plus compromettant pour ses amis : il les pose en hommes résolus et sans scrupules, capables d'employer, pour réussir, les moyens de corruption et de séduction, et, si nécessaire, "tous autres moyens quelconques." Evidemment on les flatte ; nous connaissons ces chefs, et ils ne sont pas du tout aussi méchants ni aussi habiles que le journal de Bennett veut nous le donner à penser. Il leur nuit inutilement.

Quoiqu'il en soit, la lettre de M. Holton et l'abstention de l'Hon. M. A. A. Dorion et de quelques autres libéraux éminents, vont certainement tuer l'organisation avant même qu'elle ait un peu fait parler d'elle ; l'opposition de M. Holton lui enlève à peu près toute l'influence anglaise, et le silence de M. Dorion, qui est encore, quoiqu'on en dise, le chef du parti libéral en dehors de Montréal, et qui jouit encore d'une grande influence parmi les libéraux de la campagne, va circonscrire le mouvement à quelques mécontents, à quelques incorrigibles qui "n'ont rien appris et rien oublié."

Certes, nous ne sommes pas de ceux qui accusent de trahison les hommes qui parlent de l'indépendance du pays ou de son annexion à la République américaine. L'Angleterre nous a permis, en quelque sorte, de nous occuper de ces éventualités, de les poser devant le peuple ; par sa conduite étrange, elle a rendu constitutionnelle l'agitation ouverte de cette question de l'avenir du pays. Mais ce que nous ne comprenons pas, ce que nous ne pouvons approuver, c'est la manière de faire, c'est la légèreté de ces gens ambitieux ou inexpérimentés qui s'abouchent secrètement avec l'ennemi pour vous faire tomber sans coup férir dans la poêle du voisin,—qui cabalent et intriguent sourdement et dans l'ombre comme s'ils avaient honte de leurs desseins et d'eux-mêmes. L'indépendance ou l'annexion est une chose bonne ou damnable, utile ou ruineuse au pays. Dans le premier cas, agissons hautement et publiquement, comme on le doit faire dans un pays libre ; dans le second, ne disons rien et réunissons nous tous en un faisceau compact pour obtenir de la métropole la continuation ou la perpétuation du lien colonial de meilleures conditions. En agissant autrement, nos libéraux ont donné raison aux accusateurs du journal américain et se préparent de graves désappointements, des échecs humiliants. Nous le regrettons beaucoup et sincèrement. Plusieurs d'entre eux ont une grande valeur et pourraient plus tard devenir des hommes très-utiles, très-précieux pour le Canada, s'ils voulaient apprendre à ne faire que de l'opposition constitutionnelle et ne pas descendre au rôle de simples conspirateurs.

J. A. MOUSSEAU.

LES PÊCHERIES.

Encore une nouvelle reculade de l'Angleterre ! Dans la question des pêcheries, elle accorde à Frère Jonathan tout ce qu'il veut. Voici comment la *Minerve* apprécie cette concession :

"Le gouvernement américain vient de recevoir du gouvernement anglais une importante communication au sujet des pêcheries,

"On sait qu'il s'est élevé une difficulté d'interprétation des traités sur la juridiction maritime de l'Angleterre. L'Angleterre a le droit exclusif de pêche dans les trois milles qui bordent le rivage ; mais c'est l'habitude de calculer cette juridiction en traçant une ligne des deux points les plus

avancés dans la mer et de considérer comme eaux réservées toute la superficie de ce segment. Les Etats-Unis ont prétendu au contraire, qu'il fallait mesurer les trois milles de chaque point du rivage.

"L'Angleterre a longuement disputé la première proposition, mais voilà qu'à la première tentative du gouvernement canadien de mettre ces prétentions fondées sur le droit et l'interprétation générale en force, l'Angleterre hésite et recule devant le bon plaisir américain.

"C'est ainsi qu'elle vient d'ordonner de ne saisir que les vaisseaux américains qui seront dans les trois milles du point le plus rapproché de la côte. En d'autres termes, elle semble vouloir concéder que les baies doivent être regardées comme faisant partie de la mer.

"Les Etats-Unis n'ont jamais demandé autre chose et ils se déclarent satisfaits. Il serait assez difficile qu'ils ne le fussent pas."

MANUFACTURE CANADIENNE.

On lit dans le *Constitutionnel* :—La société dont nous avons parlé pour la fabrication des lainages, tweeds, etc. est en train de s'organiser sous la direction de M. Charles Lajoie. La société se forme au capital de \$15,000 seulement pour commencer. Les parts sont de \$100.

D'après les calculs les plus modérés, une telle entreprise devra rapporter 20 à 25 pour cent.

Il est à remarquer que cette manufacture serait la seule sur la rive nord du St. Laurent dans le Bas-Canada.

Les manufactures de Cornwall et de Sherbrooke réalisent des bénéfices immenses. Pourquoi, nous qui sommes placés dans un centre agricole, ne ferions-nous pas quelque chose pour le développement de nos richesses manufacturières ?

LETTRES CACOUNAISES.

Cacouna, 12 juillet 1870.

A MM. les Rédacteurs de *L'Opinion Publique*,

Il y a longtemps, MM. les Rédacteurs, que je désirais visiter notre Spa canadien. Si j'avais le loisir et autre chose, j'aimerais voir Rome, Naples, le canal de Suez, etc., etc. Je risquerais même de passer quelques jours à Paris, dussé-je pour ce méfait, m'attirer les censures d'une certaine presse qui voudrait m'interdire l'entrée de cette grande ville, résidence de l'aimable Louis Veillot, dont les malheurs actuels me touchent sensiblement. En effet, dans une correspondance datée de la ville éternelle, le célèbre ultramontain vient de faire connaître à l'univers entier qu'il tombe des nues de puces sur le papier même dont il se sert pour composer ces fameuses lettres Romaines dans lesquelles il démolit à sa façon les *inopportunistes* et les *anti-infaillibilistes* à quelque rang qu'ils appartiennent. Il a oublié de nous dire d'où tombent ces petites bêtes et s'il est aussi doux et charitable à leur égard qu'il l'est pour ses adversaires et confrères en journalisme : C'est là une omission importante. Je suis convaincu que dans cette cruelle épreuve, il a toutes les sympathies de ses admirateurs en ce pays. Et qui sait si ces petites bêtes ne lui fourniront pas le sujet d'un autre livre qu'il pourrait intituler : *Les Puces de Rome* !

Si l'on me défend le séjour de Paris, pourquoi cette défense ne s'appliquerait-elle pas à tout le monde, même à M. l'abbé Martel faisant route pour Rome, tout préoccupé de son plan d'études et de ses réformes en matières d'instruction publique ? Il paraît que ce zèle et infatigable champion de l'enseignement anti-laïque ne dormira pas tant qu'il n'aura pas obtenu l'ostentation et l'extinction complète de ces quelques rares instituteurs et institutrices appartenant au monde profane, qui se dévouent soit par nécessité soit par vocation à l'éducation des enfants du peuple, même dans la paroisse de M. l'abbé où ils n'ont pas seulement la consolation de la visite d'un Prince, ni de ces brillantes séances littéraires musicales qui attirent les gens du grand monde et qui périodiquement fournissent ample matière aux colonnes de nos journaux : Je prierais ce fougueux réformateur de remarquer que ces séances se succèdent et se ressemblent toutes. Ne serait-ce pas pour lui l'occasion de proposer aux autorités que tous ces examens et tous ces tournois artistiques aient lieu le même jour, qu'il y eût un programme uniforme, une formule d'adresse uniforme en l'honneur du curé, un compte-rendu uniforme de toutes ces fêtes qui serait inséré dans les feuilles publiques aux dépens des propriétaires de ces bienveillants journaux, et une réponse uniforme du Président de chacune de ces séances sur les avantages et les progrès de l'éducation dans le pays en général et en particulier dans la paroisse dont il s'agit. J'espère que M. l'abbé prendra cette suggestion en bonne part et qu'il ne oubliera pas dans le nouveau plan d'études qu'il mûrit, et qu'il entend substituer au système d'éducation vicieux, et tout païen qui nous régit depuis si longtemps du consentement et avec l'approbation des supérieurs ecclésiastiques. D'ailleurs cette réforme ne sera nullement difficile et n'aura rien de bien radical.

Mais je vois que je me laisse aller à des digressions et que je ne parle pas du tout de mon voyage. Je me suis embarqué à Montréal à bord du "Québec" qui m'a paru être un superbe bateau à vapeur. Vous connaissez le capitaine Labelle, son affabilité, son urbanité, son empressement à rendre heureux, durant le trajet, ses nombreux passagers, sans distinction d'origine ou de sexe.

Je connais beaucoup de personnes qui ne descendraient pas à Québec si elles ne pouvaient s'embarquer à bord du steamer du capitaine Labelle. Quand on jouit d'une pareille popularité pourquoi vouloir se jeter dans la froide et ingrate région de la politique canadienne ? on m'a dit que cédant aux sollicitations d'un grand nombre de prétendus amis, le capitaine Labelle a succombé un jour, à la tentation de devenir député et législateur. Heureusement que le peuple est doué d'un grand fonds de bon sens, comme on dit ; il a décidé que le capitaine était indispensable aux voyageurs et touristes entre Montréal et Québec. Je crois que tout le monde approuvera ce verdict des libres et indépendants électeurs du comté de Richelieu. Pour moi, je me propose de convoquer une assemblée publique de ces intelligents électeurs à Sorel, de demander à notre ami Chapleau de s'y trouver afin de féliciter, dans un de ses plus éloquents discours les citoyens de cet important collège électoral qui ont eu le tact et le bon esprit de convaincre le capitaine que le public était intéressé qu'il restât commandant du Québec... Napoléon le Grand disait à Salomon qui voulait abandonner le théâtre : Suis mon avis, reste sur ton théâtre.

J'ai oublié de vous dire qu'en me rendant au quai du bateau à vapeur, j'ai eu le plaisir de voir les vénérables Che-